

Qui peut croire à l'Europe des économistes ?

 alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/croire-a-leurope-economistes/00082777

Chronique

01/02/2018 Alternatives Economiques n°376

Christian Chavagneux Éditorialiste

Ce n'est pas un scoop : l'Europe est en panne. Au-delà des embellies conjoncturelles, le projet européen est cassé. Pire, il nourrit le rejet et les populismes. Tous les Européens s'inquiètent. Raison pour laquelle quatorze économistes allemands et français ont phosphoré pendant six mois pour proposer mi-janvier un texte commun. Leur objectif ? Réconcilier les visions de l'Europe des deux côtés du Rhin afin de redonner du tonus à l'intégration européenne. Du moins, c'est ce qu'ils croient. Soyons clairs : nul ne doute de leur engagement européen et de leur bonne volonté. Mais leur travail comporte trois profondes faiblesses.



L'économie n'est pas une fin en soi

On voit le monde à son image. Pour ces macroéconomistes et spécialistes de la finance, l'Europe a d'abord un problème macroéconomique et financier. Pendant que la France ne pense qu'à échapper aux contraintes budgétaires, l'Allemagne veut imposer l'austérité. Nos économistes rejettent cette *"polarisation du débat entre solidarité (entre Etats membres) et responsabilité (au niveau de chacun d'eux)"*. Il faut les deux : des règles qui incitent les Etats à bien gérer leur budget et leur système financier, et des mécanismes de solidarité pour aider les membres du club qui en auraient besoin. Et ils avancent leurs propositions pour aller dans ce sens.

Mais l'économie n'est pas une fin en soi, c'est un moyen. Pour quel projet ? Une Europe du plein-emploi ? De la réduction des inégalités ? Ou des "réformes structurelles" et de la baisse des impôts des riches ? On ne le saura pas. Première faiblesse : croire que l'économie se suffit à elle-même.

Dans son tout dernier livre paru en janvier 2018 (*Straight Talk on Trade*), l'économiste américain Dani Rodrik propose un chapitre sur la zone euro. Il souligne le risque d'arrangements rendant l'Europe *"plus technocratique, moins responsable et plus distante des électeurs européens"*. On y est. Nos quatorze sages publient un document affichant dix objectifs pour une zone euro renforcée. Je défie n'importe quel citoyen d'y comprendre quelque chose. C'est de l'eau de roche pour les technos de Bercy et d'ailleurs en Europe, et c'est fait pour eux. Deuxième faiblesse : croire que l'avenir de l'Europe appartient aux

experts. Pendant ce temps-là, les citoyens européens discutent du poids trop important de la finance, de la lutte contre les paradis fiscaux et du glyphosate, mais c'est un monde parallèle pour nos quatorze économistes.

Faire confiance à l'Allemagne ?

Enfin, le populisme anti-européen se nourrit de germanophobie. Pourquoi ? En adepte de la synthèse (François) hollandaise, notre groupe franco-allemand n'a pas abordé le délicat sujet du droit d'inventaire. Le dumping salarial et social allemand des années 2000 et les prêts inconsidérés de ses banques à l'Europe du Sud ont nourri la crise ; sa volonté d'humilier la Grèce, d'imposer l'austérité pour tous et son mercantilisme exacerbé irritent. Peut-on faire confiance aux dirigeants allemands pour s'investir dans des solutions communes ? La réponse n'a aujourd'hui rien d'évident. Comme l'explique Dani Rodrik, l'Allemagne fait peser des coûts à l'Europe sans en supporter elle-même les conséquences. Troisième faiblesse : croire que des réunions d'experts suffisent à définir un partenaire politique crédible.

Oui, l'Europe a besoin d'un nouveau souffle. Mais il ne pourra venir que d'un projet politique, pas économique, associant les citoyens et pas seulement des experts, et s'appuyant sur une Allemagne démontrant sa bonne volonté.